

Le Rassemblement Démocratique Révolutionnaire : acteurs et conjoncture d'une insoluble équation

Bastien Amiel

► **To cite this version:**

Bastien Amiel. Le Rassemblement Démocratique Révolutionnaire : acteurs et conjoncture d'une insoluble équation. Le Clech Sylvie et Hastings Michel. La France en guerre froide : nouvelles questions, Editions Universitaires de Dijon, pp.35-41, 2015, Coll. Histoires, 978-2-36441-109-8. halshs-01328477

HAL Id: halshs-01328477

<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01328477>

Submitted on 8 Jun 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

BASTIEN AMIEL
I.S.P., Paris X Nanterre

Dans Sylvie Le Clech et Michel Hastings (Dir.), *La France en guerre froide. Nouvelles questions*, Dijon, E.U.D., 2015, p. 33-41.

LE RASSEMBLEMENT DEMOCRATIQUE REVOLUTIONNAIRE : ACTEURS ET CONJONCTURE D'UNE INSOLUBLE EQUATION

Le Rassemblement Démocratique Révolutionnaire (R.D.R.), entreprise politique créée le 27 février 1948, par des intellectuels (écrivains, philosophes, etc.), des journalistes-intellectuels et des militants syndicalistes et politiques, se présente comme un « rassemblement d'hommes libres (souligné par nous) pour la démocratie révolutionnaire »¹. Cette « liberté » revendiquée doit s'entendre à la fois par rapport aux organisations politiques existantes mais aussi par rapport aux assignations à des « camps » qu'impose la Guerre froide, le Rassemblement refusant que « la politique des blocs »² détermine son positionnement. Malgré son échec prématuré, moins de deux ans après sa création, le R.D.R. n'en reste pas moins un phénomène politique dont la vie posthume, dans nombre de textes concernant cette période, est par bien des aspects paradoxale.

L'historiographie du R.D.R. est en effet principalement constituée de récurrentes évocations, généralement cantonnées au rappel quelque peu incantatoire des deux « personnalités » censées incarner cette entreprise : Jean-Paul Sartre et David Rousset³.

¹ « Appel du comité pour le rassemblement démocratique révolutionnaire », *Franc-Tireur*, 27 février 1948 et *Esprit*, n°3, mars 1948, p. 464

² *Ibid*, p. 465

³ Entre autre, Michel-Antoine Burnier, *Les existentialistes et la politique*, Gallimard, Paris, 1966 ; Ariane Chebel d'Appolonia, *Histoire politique des intellectuels en France (1944-1954)*, Complexe, Paris, 1991 ; Michel Winock, *Le siècle des intellectuels*, Seuil, « Essais », 1997 ; Michel Surya, *La révolution rêvée. Pour une histoire des intellectuels et des œuvres révolutionnaires. 1944-1956*, Fayard, Paris, 2004

A l'exception de deux mémoires de maîtrise d'histoire⁴, une seule étude lui a été consacrée, celle de Ian Birchall, « Neither Washington nor Moscow ? The rise and fall of the Rassemblement Démocratique Révolutionnaire »⁵, publiée en 1999. L'historien britannique y retrace l'histoire du R.D.R. en se fondant sur des sources de presse, notamment le journal du R.D.R. *La Gauche*, mais aussi des entretiens réalisés auprès de Jean-René Chauvin et les archives que ce dernier, militant du R.D.R., avait mis à sa disposition. Ian Birchall sollicite par ailleurs des témoignages écrits, issus d'autobiographies et de biographies d'anciens membres du Rassemblement.

L'objet de cet article, tout en prenant appui sur ces travaux, est d'esquisser un portrait de groupe qui s'apparente à une biographie collective de l'ensemble des acteurs centraux du R.D.R., autrement dit de ce que l'on pourrait désigner non sans excès comme son « groupe dirigeant ». S'il est délicat d'identifier tous les membres de ce groupe évolutif et en voie de structuration, les données biographiques concernant les militants sont, aujourd'hui, suffisamment nombreuses, particulièrement celles que procurent les dictionnaires biographiques⁶, pour dresser ce portrait de groupe. Cette visée plus systématique présente l'intérêt méthodologique de ne pas se focaliser sur certains des acteurs les plus connus, mais d'intégrer à l'analyse ceux qui « ne sont pas restés dans l'histoire ». Il apparaît dès lors

⁴ François Brajus, « Le Rassemblement Démocratique Révolutionnaire, février 1948-février 1950 », Mémoire de maîtrise d'histoire, sous la direction de Jean-Marie Mayer, Université Paris IV, 1988, 530p. et Thibaut Rioufreyt, « Le RDR (Rassemblement Démocratique Révolutionnaire). Histoire d'un échec politique », mémoire de Master 1 d'histoire contemporaine, sous la direction de Claude Prudhomme, Université Lumière Lyon-2, 2006

⁵ Ian Birchall, « Neither Washington nor Moscow ? The rise and fall of the Rassemblement Démocratique Révolutionnaire », *Journal of European Studies*, n°29, 1999, pp. 365-404

⁶ Notamment, Claude Pennetier (Dir.), *Le Maitron. Dictionnaire biographique : mouvement ouvrier, mouvement social, de 1940 à mai 1968*, Ivry-sur-Seine, Edition de l'Atelier, novembre 2010 ; Julliard, Michel Winock (Dir.), *Dictionnaire des intellectuels français : les personnes, les lieux, les moments*, Paris, Seuil, 2010 (Nouvelle édition) ou encore François Marcot, Bruno Leroux, Christine Levisse-Touzé (Dir.), *Dictionnaire historique de la Résistance*, Paris, Robert Laffont, 2006

possible de saisir ce collectif dirigeant, en étudiant à la fois le Comité Directeur, l'équipe du journal *La Gauche* (lancé en mai 1948) ainsi que les intervenants aux deux meetings les plus importants organisés par le R.D.R.

Le Comité Directeur et ses « groupes-viviers »

Du faible degré de structuration du R.D.R. découle la place prépondérante de son comité directeur, comme unique espace de direction et d'organisation en dehors des comités locaux⁷. Il est en charge de la gestion et de la direction politique du Rassemblement au niveau national, en lien avec les groupes constitués à sa base. Réuni à deux reprises seulement, les 29 et 30 septembre 1948 et les 29 et 30 janvier 1949, le comité directeur rassemble à travers une vingtaine de membres, les principales composantes du R.D.R, permettant ainsi d'identifier les groupes-viviers dont sont issus la plupart des adhérents. Par groupes-viviers, il faut comprendre des collectifs (groupes politiques, tendances de partis, équipe rédactionnelle) constitués avant le R.D.R. dont certains militants vont, individuellement ou collectivement, adhérer au Rassemblement.

Le premier des groupes-viviers est celui des journalistes du quotidien *Franc-Tireur* dont une partie de la rédaction a directement été à l'origine de la constitution du R.D.R. C'est notamment le cas de Georges Altman, Jean Ferniot, Bernard Lefort, Léon-Didier Limon ou encore Charles Ronsac, présents tous les cinq au Comité Directeur du R.D.R. en septembre 1948.

⁷ Dans le journal *La Gauche*, le R.D.R. fait état de neuf comités locaux parisiens en mai 1948, puis de dix-huit comités départementaux en juin. Enfin, vingt-sept comités sont décrits comme étant « en cours de construction ». Par la suite le chiffre variera peu, la rubrique « la vie du R.D.R. » recensera systématiquement une vingtaine de comités.

BASTIEN AMIEL
I.S.P., Paris X Nanterre

Les parcours de Limon, Altman et Ronsac, avant d'aboutir à la Libération à une position de journaliste-intellectuel, sont marqués par leur appartenance au P.C.F. Altman y entre comme journaliste à *L'Humanité* en 1922 et en est exclu en 1929 pour inapplication de la ligne « classe contre classe ». Les engagements de Ronsac et Limon, qui adhèrent en 1925 et 1933 sont travaillés par leur proximité avec Boris Souvarine. Par la suite, comme ce fut le cas pour Jean Ferniot en lien avec le Noyautage des administrations publiques (N.A.P.) et Max Olivier, ils ont été actifs dans la Résistance, au sein du réseau *Franc-Tireur* pour Limon et Altman qui est en charge du journal en compagnie d'Elie Péju à partir de mars 1942, et auprès de Léon Hamon et de la Fédération clandestine de presse pour Ronsac.

Dès sa constitution, le réseau *Franc-Tireur* opte pour un socialisme révolutionnaire, respectueux des libertés individuelles⁸. De ce point de vue, les convictions comme les attentes issues du combat Résistant, forment leur identité politique et intellectuelle et sont entretenues dans et par leur pratique journalistique, qui est la forme que prend leur engagement à la Libération.

Par ailleurs, les oppositions politiques qui se font jour au journal *Franc-Tireur* ne doivent pas être négligées. La rédaction est en effet le lieu d'affrontements entre partisans d'une ligne proche du P.C.F. et journalistes revendiquant une plus grande autonomie vis-à-vis de ce dernier. Pour Ronsac, le R.D.R. aurait été « l'occasion d'entraîner le journal hors des sentiers trop battus d'une unanimité qui profitait aux communistes »⁹. Ces

⁸ « Cette révolution à faire, nous ne la concevons que dans et par la liberté... », in, « Notre socialisme », *Le Franc-Tireur*, n°14-15-16, cité par Dominique Veillon, *Le Franc-Tireur : un journal clandestin, un mouvement de résistance. 1940-1944*, Flammarion, Paris, 1977, 428p.

⁹ Charles Ronsac, *Trois noms pour une vie*, Robert Laffont, Paris, 1988, p. 232

BASTIEN AMIEL
I.S.P., Paris X Nanterre

journalistes faisaient le pari que leur entrée au R.D.R. renforcerait leur poids dans les affrontements internes à la rédaction, ce qui explique, pour partie, leur investissement au sein du R.D.R.

Les militants issus d'un groupe politique allié, le parti de la *Jeune République* (J.R.), constituent un second groupe-vivier. Fondé en 1912 par Marc Sangnier sous le nom de *Ligue de la Jeune République*, il devient le *Parti de la Jeune république* en 1936 et représente, selon Jean-François Kesler, « un socialisme d'inspiration chrétienne »¹⁰. Opposés aux communistes¹¹, pacifistes dans l'entre-deux guerres¹², ses membres se sont engagés en nombre dans les réseaux *Franc-Tireur*, *Résistance* ou *Combat* sous l'occupation. A la Libération, la J.R. tente de constituer un « travaillisme à la française » en signant un pacte d'unité d'action avec l'U.D.S.R., avant d'entrer dans la Troisième Force. L'échec de ces alliances la conduit à rédiger un appel au mois d'août 1948, pour une action commune avec le R.D.R.¹³ De ce fait, cinq de ses dirigeants sont cooptés au comité directeur de septembre 1948 : Lucien Rose, Jean-Jacques Gruber, Pierre Le Rolland, Jacques Selosse et Henriette Morel.

Les parcours de ces militants sont marqués par un engagement résistant syndical et politique, comme c'est le cas de Lucien Rose, engagé dès 1940 avec la création du Collège syndical de formation ouvrière qui diffuse la presse clandestine, avant de devenir sous-chef régional des M.U.R. en Savoie ou de Pierre Le Rolland fondateur du journal *En captivité* à Nantes en

¹⁰ Jean-François Kesler, « La Jeune République de sa naissance au Tripartisme (1912-1947) », in *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 1978, Tome XXV, pp. 61-85

¹¹ Jean-François Kesler, *Op. Cit.*, p. 66

¹² Jean-François Kesler, *Ibid.*, p. 73

¹³ La Jeune République, « Vers l'union des forces de gauche. La Jeune République exprime son accord et sa volonté d'action commune avec le R.D.R. », *La Gauche*, n°5, Août 1948, p. 1

BASTIEN AMIEL
I.S.P., Paris X Nanterre

1940 et actif au sein de *Combat* à Paris avant d'être déporté.

La dynamique d'adhésion collective est sans doute plus prégnante dans le cas de la *Jeune République*, tant l'organisation est alors à la recherche d'alliances au sein du champ politique français en recomposition. La trajectoire de Jean-Jacques Gruber, transfuge de l'U.D.S.R. passé à la J.R., un temps membre du Bureau Exécutif de la Troisième Force, en témoigne.

Exclus de leur organisation en mars 1948 pour avoir rejoint le Rassemblement Démocratique Révolutionnaire, d'anciens militants du Parti Communiste Internationaliste (P.C.I.) appartiennent au Comité Directeur : Albert Demazière, Paul Parisot et Laurent Schwartz.

Après s'être engagé dans le mouvement Amsterdam-Pleyel pour Demazière et du Groupe Bolchévique Léniniste (G.B.L.) à la S.F.I.O. pour Parisot, tous deux adhèrent au Parti Ouvrier Internationaliste (P.O.I.) aux côtés de Laurent Schwartz. Par la suite Demazière et Parisot participent au Parti Socialiste Ouvrier et Paysans (P.S.O.P.). Finalement, les trois militants se côtoient à nouveau au moment de la reconstruction du mouvement trotskiste durant l'occupation et de sa réunification au sein du P.C.I. en 1944, appartenant alors à la tendance dite « droitrière » de l'organisation.

Il est possible de leur associer David Rousset, écarté du P.C.I. depuis 1946, qui a lui aussi appartenu à la S.F.I.O.-G.B.L. avant de participer au P.O.I. De même, Théo Bernard, avocat, partage avec ces acteurs un parcours au sein de différentes organisations trotskistes : d'abord engagé en 1930 aux Jeunesses Socialistes, il adhère au G.B.L. en 1934 puis au P.O.I. à sa création.

Au-delà de leur proximité avec l'histoire communiste, à travers l'engagement trotskiste, certaines particularités caractérisent leur position

BASTIEN AMIEL
I.S.P., Paris X Nanterre

d'intellectuels. Demazière et Parisot sont en effet journalistes, tout comme Rousset qui, en plus d'une activité littéraire débutée avec la publication de *L'univers concentrationnaire* en 1946¹⁴ puis de *Le jour de notre mort* en 1947, collabore à *Franc-Tireur*. Laurent Schwartz est quant à lui professeur des universités à Nancy et mathématicien reconnu¹⁵.

L'Action Socialiste et Révolutionnaire (A.S.R.) constitue un autre « vivier » de recrutement pour le R.D.R. Fondée comme tendance autour d'Yves Déchezelles, son opposition à la politique de Troisième Force menée par la S.F.I.O. conduit à la scission en décembre 1947¹⁶. Autour de l'A.S.R., Déchezelles cherche à réunir le P.C.I et les Jeunesses Socialistes (J.S.) dissoutes par la S.F.I.O.

Après de multiples tractations entre J.S., P.C.I. et A.S.R., l'unification ne concerne, en mars 1948, que l'A.S.R. et les J.S., l'organisation gardant le nom d'A.S.R. Des négociations sont alors entamées avec le R.D.R., à la suite desquelles un accord de participation individuelle au Rassemblement est entériné.

Yves Déchezelles, Jean Hubert, Marcel Rousseau et Desbarats entrent alors au Comité Directeur du R.D.R.

Les parcours de ces derniers sont constitués de multi-positionnements, en particulier dans l'univers communiste oppositionnel et trotskiste qui, après la participation à la Résistance, en contribuant à la structuration de *Combat* puis du parti socialiste *via* le Comité d'action socialiste pour Dechezelles ou encore au sein de *Combat* dans la région lyonnaise pour Marcel Rousseau, aboutissent en 1945 à un engagement à la gauche de la S.F.I.O.

¹⁴ Il obtient le prix Renaudot pour cet ouvrage la même année

¹⁵ Il obtiendra, deux ans plus tard, la médaille Fields

¹⁶ Voir notamment, Jean-Jacques Ayme, *Jeunesses Socialistes. 1944-1948*, Ed. Amalthée, Nantes, 2008, 510p.

BASTIEN AMIEL
I.S.P., Paris X Nanterre

Dans le contexte de ses négociations avec le P.C.I., l'A.S.R. tente d'intégrer un rassemblement plus large afin de faciliter la construction d'un parti révolutionnaire renforcé. Déchezelles précise, « [...] à cause même de son absence de position précise, il [le R.D.R.] est susceptible de rassembler une masse importante d'éléments en évolution vers les positions révolutionnaires. Participer au R.D.R. c'est le moyen d'influencer profondément ces éléments dans des actions communes et d'assurer notre développement. »¹⁷

Le comité directeur accueille en outre Gérard Rosenthal, Yves-Michel Biget et Jean Rous, membres de la S.F.I.O. Rosenthal et Rous, tous deux avocats, ont milité dans les organisations trotskistes de l'entre-deux guerres. En 1947, leur participation au R.D.R. intervient alors qu'ils s'opposent au sein du parti socialiste à la politique menée par le gouvernement Ramadier. Le témoignage de Jean Rous explicite cette démarche : « les communistes nous ont accusés d'avoir fabriqué avec le R.D.R., une « vitamine » pour la S.F.I.O. ; ils ne pouvaient pas nous faire meilleur compliment, car c'était exactement notre volonté ! »¹⁸

Enfin, trois autres personnalités, Maurice Nadeau, responsable littéraire à *Combat*, Paul Fraisse, de la revue *Esprit* et Jean-Paul Sartre alors directeur des *Temps Modernes*, appartiennent au comité directeur, toutefois ce dernier ne semble pas avoir assisté aux réunions. Le parcours de Maurice Nadeau fait écho à celui de certains acteurs déjà évoqués, par son exclusion du P.C.F. en 1932 du fait de son appartenance à l'opposition de gauche, sa participation à

¹⁷ *Le Drapeau Rouge*, n°37, 1^{er} avril 1948, cité par Jean-Jacques Ayme, *Jeunes Socialistes. 1944-1948*, Op. Cit., p. 391

¹⁸ Jean Rous et Dominique Gauthiez, *Un homme de l'ombre*, Ed. Cana, Paris, 1991, p. 110

BASTIEN AMIEL
I.S.P., Paris X Nanterre

la Ligue Communiste et à la S.F.I.O-G.B.L. et enfin, après une nouvelle exclusion, son adhésion au P.O.I.

Le journal *La Gauche* et les journées organisées par le R.D.R.

La plupart des contributeurs au journal du R.D.R., *La Gauche*, sont membres du R.D.R. et en particulier des journalistes de la rédaction de *Franc-Tireur*. Des articles de militants ou de sympathisants sont ainsi publiés, notamment dans la rubrique syndicale, comme ceux de Jean Duperray¹⁹, instituteur, adhérent au Syndicat national des instituteurs et à la C.G.T. puis résistant au sein de *L'insurgé* à Lyon, ou de Francis Fuvel²⁰ militant de la Jeunesse Socialiste puis de l'A.S.R. et membre de Force Ouvrière où il soutient l'unité syndicale.

L'exemple de Paul Barton²¹, syndicaliste Tchécoslovaque vivant en exil en France après le coup de Prague, illustre l'intervention ponctuelle de certains intellectuels ou « témoins » dans les colonnes du journal. Dans cette logique, Albert Camus et Claude Bourdet, sans adhérer au R.D.R., participent à des rencontres et publient parfois dans *La Gauche*²², n'hésitant pas, avec d'autres, à faire profiter le Rassemblement du crédit associé à leur nom.

¹⁹ Jean Duperray, « Tribune syndicale. Pour l'unité par la démocratie. La grève des mineurs vue de la Loire et ses enseignements », *La Gauche*, n°11, 21 janvier 1949, p.4

²⁰ Francis Fuvel, « Le travail de nos camarades syndicalistes dans un grand centre : Lyon », *La Gauche*, n°11, 11 février 1949, p.4

²¹ Paul Barton, « Vers une renaissance de la lutte ouvrière en Tchécoslovaquie ? », *La Gauche*, n°8, 15-30 novembre 1948, p.3

²² Entre autres, Claude Bourdet, « Voici le bilan colonial de la France. Indochine, Madagascar, Afrique du Nord, jusqu'à quand pratiquera-t-on cette politique de suicide ? », *La Gauche*, n°5, août 1948, p.2 ; « L'internationalisme de l'esprit, c'est d'abord une façon de se sentir humain », N°9, 9 décembre 1948, p.3 ; et Albert Camus, « A la tribune de *La Gauche*. Nous ne serons jamais pour le socialisme des camps de concentration ! Réponse à M. E. d'Astier de la Vigerie », *La Gauche*, n°7, octobre 1948, p.1 ; « L'artiste est le témoin de la liberté », *La Gauche*, n°9, 9 décembre 1948, p. 3

BASTIEN AMIEL
I.S.P., Paris X Nanterre

Albert Camus et Claude Bourdet interviennent par ailleurs à deux journées parmi les plus importantes organisées par le R.D.R. La première, intitulée « l'internationalisme de l'Esprit et la paix dans le monde », s'est tenue salle Pleyel, le 13 décembre 1948 et a rassemblé à la tribune du R.D.R. huit intellectuels français, (Albert Camus, André Breton, Claude Bourdet, Georges Altman, Gérard Rosenthal, David Rousset, Simone de Beauvoir et Jean-Paul Sartre), ainsi qu'une dizaine d'intellectuels étrangers.

Organisée dans un premier temps à la Sorbonne, pour un cycle de conférences, la seconde journée a lieu le 30 avril 1949. Albert Camus, André Breton et Claude Bourdet y côtoient alors Pierre Emmanuel, Carlo Levi, Bertrand Russel ou Sidney Hook. Dans la soirée, un meeting se tient au Vel-d'Hiv', au cours duquel interviennent, outre des personnalités du R.D.R., certains dirigeants de la gauche non communiste, dont Marceau Pivert, Edouard Depreux ou Raymond Badiou, mais aussi Garry Davis, ancien pilote de l'U.S. Air Force qui s'était autoproclamé « citoyen du monde » et bénéficiait à l'époque d'une grande notoriété.

A l'instar d'Albert Camus, de Claude Bourdet, d'André Breton ou de Simone de Beauvoir, les intellectuels présents ont la particularité d'occuper des positions politiques proches du R.D.R., sans avoir investi cette entreprise au-delà d'un soutien symbolique.

L'analyse de leur trajectoire biographique permet de ne pas limiter leur engagement à des logiques résultant exclusivement de leur statut d'intellectuel et de leur proximité avec certains acteurs du Rassemblement. C'est aussi en fonction de leur rapport au militantisme politique, qu'il est possible de comprendre les interventions d'Albert Camus ou d'André Breton, tout deux proches du P.C.F., qui en ont été exclus ou l'ont quitté.

BASTIEN AMIEL
I.S.P., Paris X Nanterre

André Breton n'y a fait qu'une courte et anecdotique apparition, à partir de 1926 avant de participer à l'Association des Écrivains et Artistes révolutionnaires en 1933, dont il est exclu la même année. Il soutient par la suite des organisations trotskistes avant de fonder avec Trotski, la Fédération internationale de l'art révolutionnaire indépendant (F.I.A.R.I).

Albert Camus a quant à lui participé au mouvement Amsterdam-Pleyel avant d'adhérer au P.C. Algérien au moment du Front Populaire et d'en être exclu en octobre-novembre 1937. Devenu journaliste, sa trajectoire est surtout marquée par son implication dans la Résistance à *Combat*, qu'il poursuivra en tant que rédacteur en chef du journal issu du réseau. Que ce soit chez Claude Bourdet, engagé dès 1940, qui participe à la fondation de *Combat*, du N.A.P puis du C.N.R., Pierre Emmanuel, actif au sein de *Combat* et du Comité National des Écrivains (C.N.E.), ou encore, dans une moindre mesure, Simone de Beauvoir au C.N.E. puis à *Combat*, on retrouve une participation à la Résistance par le biais d'un engagement à la fois politique et travaillée par une forme de « solidarité d'intérêts littéraires »²³. Le parcours de ces intellectuels présente certaines similarités avec d'autres trajectoires militantes, telle que l'appartenance oppositionnelle ou critique à l'univers communiste, l'engagement résistant ou encore l'adhésion à une position d'intellectuel engagé.

La description, loin d'être exhaustive, de certains des dirigeants du R.D.R., permet sans doute de mettre en évidence un certain nombre de récurrences, toutefois ces dernières ne doivent pas masquer la très grande hétérogénéité du rassemblement. Une complexité elle-même confortée par le multi-

²³ Voir, Gisèle Sapiro, « Les conditions professionnelles d'une mobilisations réussies : le Comité national des écrivains », in Antoine Prost (Dir.), *La Résistance, une histoire sociale*, Ed. de l'Atelier, Paris, 1997, p. 191

positionnement de nombreux acteurs et renforcée par une organisation peu ou à peine structurée.

Le R.D.R. dans le contexte de Guerre Froide : une rejet plus qu'un projet

Une attention particulière au contexte d'émergence de ce mouvement permet de restituer une certaine logique à la construction hétéroclite du R.D.R. Aussi bien dans le champ intellectuel (académique, journalistique, éditorial) que dans le champ politique (international, français, dans le sous-champ de la gauche radicale), la guerre froide a déjà une forte incidence, qui se traduit par un processus d'injonction au positionnement qui oblige chacun des acteurs. Or les acteurs sociaux ne vivent pas de la même manière cette injonction. Elle a des conséquences différenciées sur chacun d'entre eux, en particulier en fonction de leurs dispositions et de leur trajectoire antérieure. C'est à partir de ces spécificités qu'il est nécessaire de penser le R.D.R. comme la réponse apportée par ses initiateurs à cette injonction, c'est-à-dire, non seulement un refus de positionnement, mais plus encore un refus « actif », « militant », qui se traduit par la création d'un mouvement politique.

Ce contournement de l'injonction est travaillé par les positions des acteurs au sein des divers champs en recompositions, et surtout par l'horizon des possibles qui s'offrent à eux à cette période.

A ces éléments s'ajoute leur opposition, déjà ancienne pour la plupart d'entre eux, à la ligne orthodoxe du communisme, qui ne doit pas non plus occulter leur proximité avec cet univers et cette histoire. Il s'agit d'un

rapport paradoxal, de contestation de l'hégémonie du P.C.F. sur le mouvement révolutionnaire, mais aussi de conscience de la nécessité de ne pas se « couper » entièrement du P.C.F., et principalement de sa base. C'est ce qu'exprime David Rousset lors d'un meeting salle Wagram, « nous ne ferons rien sans les quatre millions d'ouvriers communistes de ce pays. »²⁴

Il faut par ailleurs prendre en considération la participation à la Résistance à la fois comme continuation d'engagements politiques antérieurs, comme entreprise de réunification des mouvements de gauche en vue de la promotion d'un renouveau démocratique et social mais aussi comme engagement intellectuel, propre à des professions qui s'organisent alors sur la base d'*intérêts littéraires collectifs*. De ces formes d'engagements résistants multiples découle un attachement commun aux valeurs dont il a été porteur, sans toutefois parvenir à les imposer à la Libération, la révolution, la justice sociale, l'unification des forces de la gauche. Leur position d'intellectuels est en grande partie liée à ces engagements, parce qu'ils sont des journalistes-intellectuels de la « presse issue » de la Résistance ou parce qu'ils conçoivent leur situation d'intellectuel comme corrélative d'un engagement, d'une responsabilité.

La participation au R.D.R. peut ainsi être envisagée plus comme un rejet que comme un projet. Un rejet qui illustre, dans le contexte particulier déjà évoqué, la force de l'injonction au positionnement, caractéristique de cette période de début de guerre froide. L'affrontement entre les blocs fonctionnant alors comme une dynamique qui participe de cette recomposition des espaces sociaux de prise de position, jusqu'à en devenir l'un des éléments les plus structurants.

²⁴ Probablement le 19 mars 1948. Cité par Ian Birchall, *Op. Cit.*, p. 392

BASTIEN AMIEL
I.S.P., Paris X Nanterre

Les différents acteurs se sont engagés au R.D.R. en fonction d'un capital militant fondé sur le refus de l'hégémonie communiste sur le mouvement ouvrier et révolutionnaire, d'un capital héroïque résistant qui perd déjà à cette époque beaucoup de sa valeur et enfin d'un capital intellectuel qui ne suffit pas à justifier une position « neutraliste » et qui rend donc nécessaire l'intervention concrète dans l'espace politique.

Parce qu'il n'existe pas de position où ces acteurs pourraient, à cette époque, cumuler la volonté de neutralisme avec la valorisation des capitaux qui sont à l'origine de leur légitimité à prendre et à tenir des positions politiques, il leur est indispensable de le créer. Ce sera le Rassemblement Démocratique Révolutionnaire.

Le contexte de recomposition multiple au début de la guerre froide est à la fois l'élément qui contraint les membres du R.D.R. à prendre position et à créer ce rassemblement, en même temps qu'il est un facteur prépondérant dans l'explication de son échec²⁵. Parce qu'il est trop difficile à cette période de refuser l'injonction issue de la dynamique de guerre froide, parce que les ressources des acteurs du R.D.R., qu'elles soient militantes, intellectuelles ou héroïques, perdent peu à peu de leur valeur dans un contexte de transformation des espaces sociaux de relations et de positionnements, ces derniers ne parviennent pas à exister politiquement et à légitimer leurs positions.

Le début de la Guerre Froide les conduit à créer le R.D.R., dans le même temps qu'il rend, au sein des différents espaces sociaux qu'ils tentent

²⁵ Il serait toutefois nécessaire d'évoquer aussi des éléments propres au fonctionnement et à l'histoire du R.D.R. lui-même.

BASTIEN AMIEL
I.S.P., Paris X Nanterre

d'investir, son implantation impossible.

BASTIEN AMIEL
I.S.P. PARIS X NANTERRE